



Cellule d'analyse européenne

EXAMEN ANNUEL DE LA CROISSANCE, RAPPORTS, COMMUNICATION ET
RECOMMANDATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Paquet (2016) relatif au semestre européen 2017

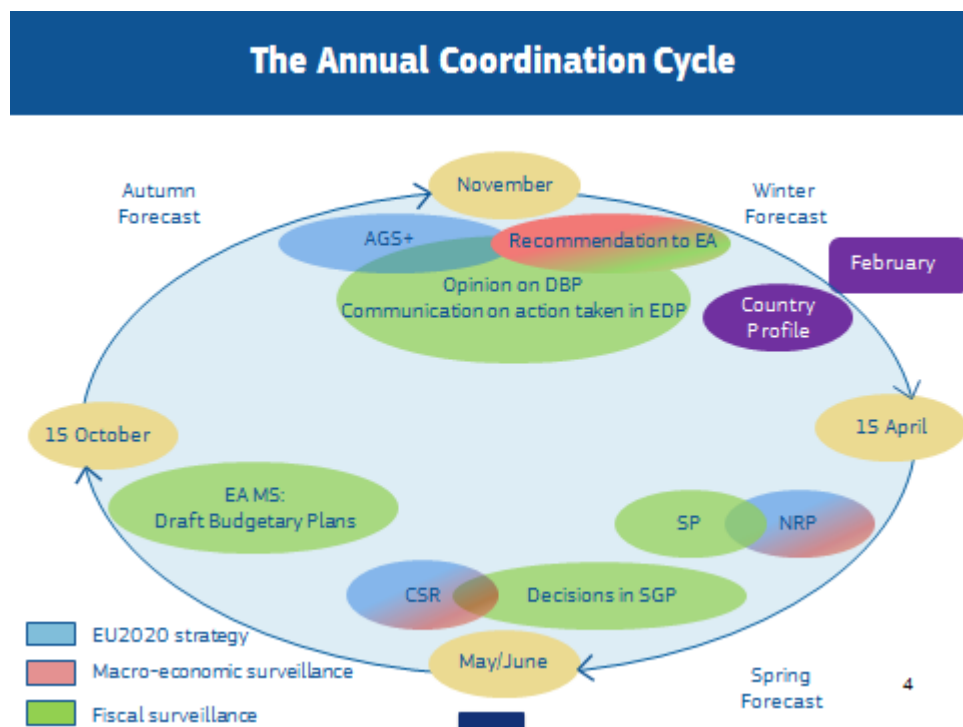
COM (2016) 725 à 730 [16 novembre 2016]

Résumé

Le 16 novembre 2016, la Commission européenne a publié un premier paquet relatif au semestre européen 2017 (“*European Semester Autumn Package*”). C’est la première étape du cycle annuel de coordination des politiques économiques des États membres dans l’Union économique et monétaire (voir schéma ci-dessous).

Le paquet d’automne du semestre européen publié le 16 novembre 2016 comprend:

- L’examen annuel de la croissance 2017
- Un rapport conjoint sur l’emploi 2017
- La recommandation du Conseil sur la politique économique de la zone euro
- Une communication «Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro»
- Un rapport sur le mécanisme d’alerte 2017
- L’évaluation des projets de plans budgétaires des États membres de la zone euro pour 2017



Source: Commission européenne, DG Internal Policies

Directorate for Economic & Scientific policies/ Economic Governance Support Unit

Aperçu

Documents	textes non destinés à un processus législatif et non susceptibles d'un avis de subsidiarité
Domaine	Politique macroéconomique et budgétaire; Traité sur le fonctionnement de l'UE, articles 121, paragraphe 2, et 148, paragraphe 4; Règlement (UE) n° 473/2013

Contexte

Traditionnellement, en automne, les travaux budgétaires battent leur plein à la Chambre des représentants comme dans les autres parlements nationaux de l'UE.

- Le 15 octobre 2016, les États membres de la zone euro devaient présenter à la Commission européenne leur projet de plan budgétaire pour l'année 2017 (1^{ère} étape), dans le cadre du semestre européen 2017 visant à améliorer la coordination des politiques budgétaires nationales au sein de l'Union économique et monétaire.

- Le 16 novembre 2016, à l'occasion de ses prévisions d'automne (*Autumn forecast*), la Commission européenne a rendu un **avis** sur chaque projet de plan budgétaire au regard du Pacte de stabilité et de croissance¹. Pour six pays dont la Belgique, la Commission européenne a estimé que les projets de plans budgétaires entraînaient un risque de non-conformité avec les exigences du Pacte pour 2017.

- Le 29 novembre 2016, la commission des Finances et du Budget a entendu les représentants de la Commission européenne à l'occasion de l'examen du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2017 (voir DOC 54 2108/004).

Examen annuel de la croissance 2017; communication COM (2016) 725

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-725-F1-FR-MAIN.PDF>

L'examen annuel de la croissance 2017 expose les priorités économiques et sociales les plus urgentes sur lesquelles l'Union européenne et ses États membres doivent concentrer leur attention dans les mois à venir.

La Commission invite les États membres à redoubler d'efforts sur les trois éléments du triangle vertueux de la politique économique, et ce faisant, à mettre l'accent sur l'équité sociale, de manière à générer une croissance plus inclusive:

- stimuler l'investissement;
- mener des réformes structurelles;
- garantir des politiques budgétaires responsables.

Aperçu de certaines perspectives macroéconomiques et budgétaires dans la zone euro

Le tableau économique qui se dégage des dix-huit projets de plans budgétaires déposés par les États membres de la zone euro est globalement confirmé par les prévisions de la Commission européenne.

¹ Voir la communication COM (2016) 730 et notre fiche de synthèse à ce sujet sur IPEX.

- L'économie mondiale est confrontée à une incertitude croissante suite notamment au *Brexit* et à d'autres évolutions géopolitiques, avec la possibilité d'une nouvelle détérioration du commerce mondial.

- La reprise économique apparaît fragile. Elle se traduit par une réduction continue de l'écart entre production effective et production potentielle. La croissance du PIB réel devrait faiblir légèrement, passant de 1,7 % en 2016 à 1,5 % en 2017. Cette lente croissance ne transparaît pas dans l'évolution des prix, les perspectives d'inflation restant modérées au niveau agrégé (0,3 % en 2016, puis 1,4 % en 2017 du fait d'une résorption de l'écart de production et d'une politique monétaire accommodante).

- La demande intérieure est actuellement soutenue par la conjugaison du faible niveau des prix du pétrole, des effets de taux de change de l'euro encore relativement bas, et de la politique monétaire accommodante, mais la dynamique sous-jacente de la demande intérieure reste atone.

- Les taux d'intérêt devraient globalement rester à des niveaux très bas en 2017. L'important excédent de l'épargne sur l'investissement devrait perdurer en 2017. L'excédent de la balance extérieure de la zone euro est évalué à 3,5 % du PIB, soit légèrement moins qu'en 2016 (3,7 %).

- Le taux d'endettement global reste à un niveau élevé (90,1 % du PIB). Ce taux moyen masque d'importants écarts entre pays, puisque les chiffres vont de 133 % du PIB en Italie à un peu moins de 10 % du PIB en Estonie. La Commission s'attend à une légère baisse du taux d'endettement global en 2017, en raison de la diminution de la charge des intérêts de la dette et de l'arrêt de l'«effet boule de neige» sur l'augmentation globale de la dette.

- La Commission européenne constate que dans quelques États membres dont la Belgique, les mesures prises en matière de sécurité et de crise des réfugiés débouchent sur une augmentation des dépenses.

On retrouve quelques-unes des tendances ici décrites dans le tableau suivant².

	2016			2017		
	Programme de stabilité (avril)	Projets de plans budgétaires (octobre)	Prévisions d'automne (novembre)	Programme de stabilité (avril)	Projets de plans budgétaires (octobre)	Prévisions d'automne (novembre)
Croissance PIB réel (variation en %)	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5 ³
Inflation (variation en %)	1,2	0,4	0,3	1,4	1,2	1,4
Déficit nominal (en % du PIB)	-1,9	-1,8	-1,8	-1,4	-1,5	-1,5
Dette (en % du PIB)	90,3	90,1	90,1	89,0	89,0	89,1

² Voir le tableau 1 en page 9 de la communication à l'examen.

³ La croissance dans l'ensemble de l'UE (non pas seulement dans la zone euro) est évaluée à 1,6 % du PIB; voir le communiqué de presse IP/16/3611 du 9 novembre 2016.

**Projet de rapport conjoint sur l'emploi de la Commission et du Conseil accompagnant la communication de la Commission sur l'examen annuel de la croissance 2017);
COM (2016) 729**

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-729-F1-FR-MAIN.PDF>

Le rapport conjoint sur l'emploi est le document de travail qui accompagne l'examen annuel de la croissance.

Ce rapport annuel, qui représente une contribution essentielle à la gouvernance économique de l'Union européenne, fournit une vue d'ensemble des principales évolutions en matière d'emploi et de société en Europe, ainsi que des réformes entreprises par les États membres, conformément aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres et aux priorités de l'examen annuel de la croissance.

On trouvera ci-après un aperçu du marché du travail, ainsi que des tendances et enjeux sociaux actuels dans l'Union européenne.

- La situation de l'emploi et en matière sociale s'améliore dans un contexte de reprise économique modérée.
- De hauts niveaux d'inégalités nuisent à la productivité de l'économie et au potentiel de croissance durable.
- Les réformes favorisant la réalisation de marchés du travail résilients et inclusifs doivent se poursuivre, en encourageant la création d'emplois et la participation au marché du travail, tout en combinant de manière appropriée flexibilité et sécurité adéquate.
- La fiscalité devrait soutenir davantage la création d'emplois et remédier aux inégalités.
- Les salaires nominaux n'ont augmenté que modérément dans un contexte de faible inflation, alors que plusieurs États membres ont réformé leur cadre de fixation des salaires en coopération avec les partenaires sociaux.
- La participation des partenaires sociaux à la conception et à la mise en oeuvre des réformes est inégale dans les États de l'UE.
- Les États membres ont continué de moderniser leurs systèmes d'éducation et de formation afin d'améliorer les compétences nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail.
- Le chômage des jeunes et le nombre de jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation (*Not in Education, Employment or Training* -NEET) continuent de baisser, quoiqu'ils demeurent très élevés dans certains États membres.
- La lutte contre le chômage de longue durée demeure une priorité.
- Les femmes restent sous-représentées sur le marché du travail et perçoivent une rémunération nettement moindre.
- Les efforts de modernisation des systèmes de protection sociale se sont poursuivis afin d'améliorer la couverture et l'adéquation des prestations, ainsi que l'accès, la qualité et la réactivité des services, d'une part, et d'encourager activement la participation au marché du travail, d'autre part.
- Après une vague de réformes axées sur le relèvement de l'âge de la retraite, les récentes réformes des régimes de pension présentent une image plus diversifiée, comprenant des mesures destinées à garantir l'adéquation des pensions au moyen de garanties minimales et de l'indexation.
- Les systèmes de santé contribuent au bien-être individuel et collectif et à la prospérité économique.

Au Parlement européen, la Commission de l'emploi et des affaires sociales a adopté le 23 novembre 2016 une proposition de résolution sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques: emploi et aspects sociaux dans le cadre de l'examen annuel de la croissance 2017 (document 2016/2307(INI); rapporteure: Yana Toom).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=COMPARL&reference=PE-594.175&format=PDF&language=FR&secondRef=01>

Synthèse du tableau de bord des indicateurs clés en matière sociale et d'emploi (voir document, tableau p.22):

	Taux de chômage	Taux de chômage des jeunes	Taux de NEET*	Taux de risque de pauvreté	Rapport S80/S20 (inégalités de revenus)
Autour de la moyenne	Belgique Bulgarie Finlande France Irlande Lituanie Suède Slovénie Slovaquie	Belgique Finlande France Irlande Luxembourg Pologne Suède Slovénie Slovaquie	Belgique Estonie Malte Pologne Portugal Royaume-Uni		
Mieux que la moyenne				Autriche Belgique Danemark Estonie Finlande France Luxembourg Malte Pays-Bas Slovénie Suède	Autriche Belgique Danemark France Hongrie Luxembourg Malte Pays-Bas Suède

* les jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation (NEET), en pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans.

* *
*

Recommandation de Recommandation du CONSEIL concernant la politique économique de la zone euro; COM (2016) 726

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-726-F1-FR-MAIN.PDF>

Pour 2017, la Commission estime qu'eu égard aux circonstances actuelles, une expansion budgétaire d'un maximum de 0,5 % du PIB est souhaitable au niveau de la zone euro dans son ensemble.

Cet objectif prudent et pragmatique, qui s'inscrit dans une plage d'objectifs possibles, dont la limite inférieure est de 0,3 % et la limite supérieure de 0,8 %, correspond à un point d'équilibre entre stabilisation macroéconomique et viabilité budgétaire (voir considérant n° 4 du document).

«Le Conseil de l'UE, sur proposition de la Commission européenne, recommande qu'au cours de la période 2017-2018, les États membres de la zone euro s'attachent, individuellement et collectivement, dans le cadre de l'Eurogroupe:

1. à mener des politiques qui soutiennent la croissance à court et long terme et renforcent les capacités d'ajustement, le rééquilibrage et la convergence; à accorder la priorité aux réformes qui renforcent la productivité, améliorent l'environnement institutionnel et des entreprises, suppriment les obstacles à l'investissement et encouragent la création d'emplois. Les États membres qui présentent un déficit de la balance courante ou une dette extérieure élevée devraient accroître la productivité tout en contenant l'évolution des coûts salariaux unitaires. Les États membres dont la balance courante affiche un excédent important devraient accélérer la mise en oeuvre de mesures qui contribuent à renforcer leur demande intérieure, en particulier l'investissement;

2. à adopter une orientation budgétaire globalement positive contribuant à un dosage équilibré des politiques macroéconomiques, à soutenir les réformes et à renforcer la reprise par une expansion budgétaire pouvant aller jusqu'à 0,5 % du PIB en 2017; à conjuguer les efforts nationaux pour assurer tant la viabilité budgétaire à long terme dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance que la stabilisation macroéconomique à court terme de la zone euro, en utilisant toute la marge de manoeuvre qu'autorise le pacte de stabilité et de croissance; à différencier l'effort budgétaire selon les États membres, en tenant mieux compte de leurs situations respectives au regard des exigences du pacte de stabilité et de croissance, de la situation de l'agrégat de la zone euro et des retombées entre pays de la zone euro: i) les États membres qui dépassent leurs objectifs budgétaires devraient utiliser leur marge de manoeuvre budgétaire pour soutenir leur demande intérieure et des investissements de qualité, et notamment les investissements transfrontières, dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe; ii) les États membres où des ajustements budgétaires supplémentaires sont nécessaires au titre du volet préventif du pacte de stabilité et de croissance devraient faire en sorte que ses exigences soient globalement respectées; iii) les États membres relevant du volet correctif du pacte devraient veiller à corriger en temps utile leurs déficits excessifs, y compris en se dotant de marges de manoeuvre budgétaires afin d'être en mesure de parer à des circonstances imprévues; à améliorer la composition des finances publiques en faisant plus de place aux investissements matériels et immatériels et en assurant le bon fonctionnement des cadres budgétaires nationaux;

3. à mettre en oeuvre des réformes qui promeuvent la création d'emplois et l'équité et la convergence sociales, et qui reposent sur un véritable dialogue social.

Ces réformes devraient associer: i) des contrats de travail fiables offrant souplesse et sécurité aux salariés et aux employeurs; ii) des systèmes éducatifs et de formation et des stratégies globales d'apprentissage tout au long de la vie performants et de qualité, mettant l'accent sur les besoins du marché du travail; iii) des politiques de l'emploi actives et efficaces, qui encouragent la participation au marché du travail; iv) des systèmes de protection sociale modernes et adaptés qui aident ceux qui en ont besoin et incitent à s'intégrer sur le marché du travail; à alléger la pression fiscale sur le travail, en particulier pour les bas salaires et dans les États membres où la compétitivité-coûts est inférieure à la moyenne de la zone euro, cet allègement devant être neutre sur le plan budgétaire dans les pays sans marge de manoeuvre budgétaire;

4. à s'accorder sur un système européen d'assurance des dépôts, sur la base de la proposition présentée par la Commission en novembre 2015, et à engager les travaux sur le dispositif de soutien (backstop) commun pour le Fonds de résolution unique, afin qu'il soit opérationnel avant la fin de la période transitoire du Fonds; à concevoir et mettre en oeuvre une stratégie effective à

l'échelle de la zone euro, afin de réduire les risques qui affectent la viabilité du secteur bancaire, y compris en ce qui concerne le niveau élevé de prêts non productifs, l'inefficacité des modèles d'entreprise et les surcapacités; à promouvoir un désendettement ordonné, pour les États membres où la dette du secteur privé est importante;

5. à accélérer, dans le plein respect du marché intérieur, la mise en oeuvre ouverte et transparente d'initiatives visant à compléter l'union économique et monétaire; à mettre en oeuvre les actions restantes de la phase 1 du rapport des cinq présidents intitulé «Compléter l'Union économique et monétaire européenne».

* *

*

Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro; communication COM (2016) 727

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-727-F1-FR-MAIN.PDF>

Cette communication est adoptée en même temps que la recommandation sur la politique économique de la zone euro pour 2017-2018 et expose le raisonnement qui sous-tend les aspects budgétaires de cette dernière.

La publication de ces deux documents au début du cycle annuel du semestre européen pour la coordination des politiques économiques, en même temps que celle de l'examen annuel de la croissance 2017 et des documents qui l'accompagnent, permet un débat en temps opportun sur les priorités économiques et sociales aux niveaux de l'UE, de la zone euro et des États membres.

La viabilité budgétaire reste une priorité, notamment pour certains États membres, mais les difficultés se sont sensiblement atténuées depuis le pic de la crise, et elle ne constitue probablement pas, à court terme, une source de risques majeure pour la zone euro dans son ensemble.

L'état des finances publiques s'est brutalement détérioré au cours des années 2008 à 2012, lesquelles ont vu les niveaux d'endettement public passer de 60 % du PIB en moyenne à plus de 90 % dans la zone euro. Dans la plupart des cas, la forte augmentation de l'endettement observée dans un passé récent résulte de la recapitalisation des banques et de la faible croissance du PIB nominal, et non d'un laxisme budgétaire.

L'endettement public diminue désormais légèrement après avoir atteint un pic de 92 % en 2015, mais les niveaux restent très élevés par exemple **dans les sept États membres qui se situent au-dessus de la moyenne de la zone euro**, à savoir: la Grèce (182 % du PIB en 2016), l'Italie (133 %), le Portugal (130 %), Chypre (107 %), **la Belgique (107 %)**, l'Espagne (99 %) et la France (96 %). En parallèle, le déficit public agrégé pour la zone euro est passé de plus de 6 % du PIB en 2010 à moins de 2 % en 2016, et il devrait encore baisser.

Selon la Commission européenne, une orientation plus positive de la politique budgétaire semblerait appropriée, compte tenu de l'état de la reprise, mais aucune hypothèse ne peut être formulée pour 2017-2018.

La Commission a l'intention de présenter de nouvelles orientations sur l'avenir de l'Union économique et monétaire dans son livre blanc sur l'avenir de l'Europe en mars 2017.

* *

*

Rapport sur le mécanisme d'alerte 2017 (préparé conformément aux articles 3 et 4 du règlement (UE) n° 1776/2011 sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques); COM (2016) 728

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-728-F1-FR-MAIN.PDF>

Le rapport sur le mécanisme d'alerte est le point de départ du cycle annuel de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques, qui vise à identifier et à traiter les déséquilibres qui entravent le bon fonctionnement des économies de l'UE.

Ce rapport constitue un instrument de première analyse fondé sur un tableau de bord d'indicateurs.

Le rapport 2017 sur le mécanisme d'alerte est établi conformément aux articles 3 et 4 du règlement (UE) n° 1176/2011 sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques, qui fait partie du *six-pack*.

Il s'agit d'un instrument de détection des déséquilibres économiques publié au début de chaque cycle annuel de coordination des politiques économiques. Il repose sur une lecture économique d'un tableau de bord d'indicateurs assorti de seuils indicatifs et d'indicateurs auxiliaires.

Ce rapport marque le début du sixième cycle annuel de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM). Il met également l'accent sur les considérations relatives à la zone euro.

Cette procédure vise à déceler les déséquilibres qui entravent le bon fonctionnement des économies des États membres ainsi qu'à encourager l'adoption de mesures appropriées. La mise en oeuvre de la procédure est ancrée dans le semestre européen pour la coordination des politiques économiques, de manière à assurer la cohérence avec les analyses et les recommandations effectuées dans le cadre des autres instruments de surveillance économique.

Déséquilibres, risques et ajustement: commentaires par pays (voir document p. 26)

Belgique: aucun déséquilibre macroéconomique n'avait été constaté en Belgique lors du précédent cycle de la PDM. Dans le tableau de bord actualisé, un certain nombre d'indicateurs dépassent le seuil indicatif, à savoir la variation des parts de marché à l'exportation et du niveau d'endettement, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, ainsi que la variation des taux de chômage de longue durée et de chômage des jeunes.

La viabilité de la position extérieure est soutenue par l'équilibre de la balance courante et la situation très favorable de la position extérieure globale nette. Les pertes de parts de marché à l'exportation restent importantes en chiffres cumulés, mais elles sont freinées depuis quelques années, malgré des pertes en 2015. Cette tendance devrait se poursuivre, en lien avec le ralentissement notable de la croissance des coûts salariaux unitaires. La dette du secteur privé reste relativement élevée, en particulier pour les entreprises non financières; l'importance des prêts intragroupe gonfle toutefois les chiffres de l'endettement. Les risques liés à l'endettement des ménages sont principalement dus au marché du logement.

Les prix réels des logements sont restés relativement stables au cours des dernières années mais aucune correction n'est venue contrebalancer l'augmentation rapide d'avant 2008. La dette publique est stable, mais son niveau élevé reste un problème important pour la viabilité à long terme des finances publiques.

Des données récentes semblent indiquer que l'augmentation du chômage de longue durée est de nature conjoncturelle, tandis que la persistance du taux de chômage élevé des jeunes est de nature plus structurelle. Le nombre de personnes vivant dans un ménage à très faible niveau d'intensité de travail est l'un des plus élevés dans toute l'Union européenne, ce qui montre la **polarisation croissante du marché du travail en Belgique**.

Dans l'ensemble, la lecture économique du tableau de bord met en lumière des problèmes liés à la compétitivité, à la dette publique, aux prix des logements et au fonctionnement du marché du travail, mais les risques liés à ces problèmes restent limités. La Commission n'entend donc pas, à ce stade, approfondir son analyse dans le cadre de la PDM.

* *

Projets de plans budgétaires 2017: évaluation globale; communication COM (2016) 730⁴

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-730-F1-FR-MAIN.PDF>

Le 16 novembre 2016, la Commission européenne a évalué les projets de plans budgétaires des États membres de la zone euro. Pour six pays (Belgique, Chypre, Finlande, Italie, Lituanie et Slovaquie), la Commission européenne est d'avis que les projets de plans budgétaires entraînent un risque de non-conformité avec les exigences du pacte pour 2017. Leur plan budgétaire pourrait entraîner un écart significatif par rapport à leur trajectoire d'ajustement en direction de leur objectif à moyen terme.

À l'occasion de ses prévisions d'automne, la Commission européenne a publié une série de chiffres-clé.

On trouvera dans le tableau ci-après une première approche avec quelques-uns des résultats de la Belgique dans certains postes-clé de l'économie⁵.

Prévisions économiques d'automne de la Commission européenne pour la Belgique	2015	2016	2017	2018
Croissance du produit intérieur brut (en % et en comparaison avec la même période de l'année antérieure)	1,5	1,2	1,3	1,5
Inflation (en % et en comparaison avec la même période de l'année antérieure)	0,6	1,7	1,7	1,8
Chômage (en %)	8,5	8,0	7,8	7,6
Dette publique brute (en % du PIB)	-2,5	-3,0	-2,3	-2,4
Solde budgétaire (en % du PIB)	105,8	107,0	107,1	106,4
Balance des paiements courants (en % du PIB)	0,2	0,6	0,6	0,6

⁴ Voir notre fiche de synthèse à ce sujet sur IPEX

⁵ Source: Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission européenne
http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/countries/belgium_fr.htm

La Commission européenne a évalué la situation de la Belgique comme suit⁶:

«La Commission est d'avis que le projet de plan budgétaire de la Belgique, qui relève actuellement du volet préventif du pacte de stabilité et de croissance et est soumis à des dispositions (transitoires) en ce qui concerne le respect du critère de la dette, présente un risque de non-conformité avec les dispositions du pacte. La Commission prévoit un écart significatif par rapport à la trajectoire d'ajustement requise pour atteindre l'objectif à moyen terme en 2016 et, de ce fait, également sur l'ensemble de la période 2016-2017.

Conformément à sa communication «Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro», la Commission invite dès lors les autorités à exécuter toutes les mesures prévues dans le cadre de la procédure budgétaire nationale afin de garantir la conformité du budget 2017 avec le pacte de stabilité et de croissance.

La Commission est également d'avis que la Belgique n'a pas progressé en ce qui concerne la partie structurelle des recommandations budgétaires par pays que lui a adressées le Conseil dans le cadre du semestre européen 2016 et elle invite par conséquent les autorités à accélérer leurs efforts.»

Prochaines étapes

Suite à la publication de l'examen annuel de la croissance, la Commission attend l'avis du Parlement européen, des parlements nationaux ainsi que des parties prenantes à tous les niveaux afin d'enrichir le débat et concentrer les efforts sur les actions prioritaires.

- Les prochaines prévisions macroéconomiques (d'hiver) pour l'UE et les États membres sont attendues en février 2017.

- La Commission a annoncé son intention de présenter, en mars 2017, un livre blanc sur l'avenir de l'Europe qui portera également sur l'avenir de l'UEM.

- Sur la base des priorités fixées pour l'UE et pour la zone euro, les États membres élaboreront les **programmes nationaux de réforme et les programmes de stabilité ou de convergence** (avril 2017), puis la Commission fera connaître les recommandations par pays (mai 2017).

L'issue des débats devrait se refléter dans les politiques des États membres et, en particulier, dans leurs programmes économique et budgétaire au printemps prochain.

* *
*

Rédaction: Laurent Pottier; 25.01.2017

⁶ Voir annexe I à la communication, p. 4.



Europese analysecel

JAARLIJKSE GROEIANALYSE, VERSLAGEN, MEDEDELING EN
AANBEVELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD

Pakket (2016) met betrekking tot het Europees semester 2017

COM (2016) 725 tot 730 [16 november 2016]

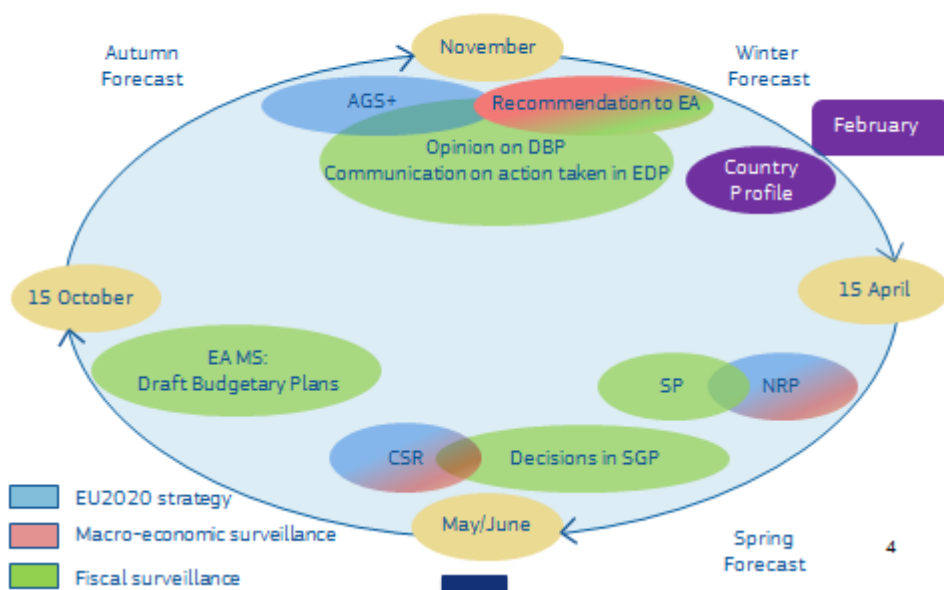
Samenvatting

Op 16 november 2016 heeft de Europese Commissie een eerste pakket met betrekking tot het Europees semester 2017 (“*European Semester Autumn Package*”) voorgesteld. Dit is de eerste stap in het kader van de jaarlijkse cyclus met betrekking tot een betere coördinatie van het nationale begrotingsbeleid in de economische en monetaire unie (zie schets hieronder).

Het najaarspakket met betrekking tot het Europees semester 2017 dat op 16 november 2016 gepubliceerd werd, omvat de volgende documenten:

- Jaarlijkse groeianalyse 2017
- Gezamenlijk verslag over de werkgelegenheid 2017
- Aanbeveling van de Raad over het economisch beleid van de eurozone
- De mededeling “Naar een positieve begrotingskoers voor de eurozone”
- Waarschuwingmechanismeverslag 2017
- De beoordeling van de ontwerpbegrotingsplannen van de lidstaten van de eurozone voor 2017

The Annual Coordination Cycle



Bron: Europese Commissie, DG Internal Policies

Directorate for Economic & Scientific policies/ Economic Governance Support Unit

Overzicht

Documenten	teksten niet bestemd voor een wetgevend proces en niet vatbaar voor een subsidiariteitsadvis
Domein	Macro-economisch en budgettair beleid; Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, artikelen 121, lid 2, en 148, lid 4; Verordening (EU) nr. 473/2013

Context

Traditiegetrouw is de Kamer van volksvertegenwoordigers zoals de andere EU-parlementen in het najaar ten volle bezig met de begrotingswerkzaamheden.

- Op 15 oktober 2016 moesten de achttien lidstaten van de eurozone hun ontwerpbegrotingsplannen bij de Europese Commissie voorleggen. Dit was de eerste stap in het kader van het Europees semester 2017 met het oog op een betere coördinatie van het nationale begrotingsbeleid in de economische en monetaire unie.
- Op 16 november 2016 heeft de Europese Commissie haar najaarsprognoses (*Autumn forecast*) bekendgemaakt en over elk ontwerpbegrotingsplan een **advies** uitgebracht in het kader van het stabiliteits- en groeipact¹. Zo heeft zij geoordeeld dat de ontwerpbegrotingsplannen van zes landen waaronder België niet voldoen aan de vereisten voor 2017 in het kader van het Stabiliteits- en groeipact.
- Op 29 november 2016 heeft de commissie voor de Financiën en de Begroting de vertegenwoordigers van de Europese Commissie gehoord tijdens haar werkzaamheden met betrekking tot de Middelenbegroting voor het begrotingsjaar 2017 (zie DOC 54 2108/004).

Jaarlijkse groeianalyse 2017; mededeling COM (2016) 725

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-725-F1-NL-MAIN.PDF>

In de jaarlijkse groeianalyse 2017 worden de meest urgente economische en sociale prioriteiten geschetst waarop de Europese Unie en haar lidstaten hun aandacht in de komende maanden moeten toespitsen.

De Europese Commissie roept de lidstaten op om hun inspanningen te verdubbelen voor de verwezenlijking van de drie punten van de heilzame driehoek van het economisch beleid, en daarbij de nadruk te leggen op sociale rechtvaardigheid met het oog op meer inclusieve groei:

- bevorderen van investeringen;
- voortzetten van structurele hervormingen;
- en voeren van een verantwoord begrotingsbeleid.

Overzicht van een aantal macro-economische en budgettaire vooruitzichten in de eurozone

Het economische beeld dat uit de achttien ontwerpbegrotingsplannen naar voren komt, wordt in grote lijnen bevestigd door de prognoses van de Commissie.

¹ Zie de mededeling COM (2016) 730 en onze synthesefiche daaromtrent op IPEX.

- De mondiale economische situatie wordt door steeds meer onzekerheid gekenmerkt, met name als gevolg van de *Brexit* en andere geopolitieke ontwikkelingen. Een verdere verslechtering van de wereldhandel is ook mogelijk.

- Het herstel van de economie blijkt broos te zijn. Het komt ook tot uiting in een verdere verkleining van het verschil tussen de werkelijke en de potentiële output. De reële bbp-groei zou lichtjes verzwakken (van 1,7 % in 2016 tot 1,5 % in 2017). Deze trage groei komt niet tot uiting in de prijsontwikkelingen: de inflatie blijft op geaggregeerd niveau beperkt (0,3 % in 2016 tot 1,4 % in 2017 door de verkleinende output gap en een zeer accommoderende monetaire koers).

- De binnenlandse vraag wordt momenteel geschraagd door een samenloop van omstandigheden, namelijk lage olieprijsen, overloopeffecten van een nog betrekkelijk lage eurowisselkoers en een accommoderend monetair beleid. Tegelijkertijd blijft de dynamiek achter de binnenlandse vraag traag.

- De rentetarieven zouden in 2017 op een zeer laag niveau moeten blijven. Volgens de ramingen zou men in 2017 opnieuw veel meer sparen dan investeren. Het externe overschot van de eurozone komt uit op 3,5 % van het bbp, wat maar net minder is dan het overschot van 2016 (3,7 % van het bbp).

- De geaggregeerde schuldquote blijft op een hoog niveau, gelijk aan 90,1 % van het bbp. Achter die gemiddelde schuldquote gaat een breed spectrum van nationale schuldquotes schuil, die uiteenlopen van 133 % van het bbp in Italië tot 10 % van het bbp in Estland. De Commissie verwacht een lichte daling van de geaggregeerde schuldquote in 2017 (de daling van de rentelast en het zogeheten sneeuwbaaleffect dat niet langer bijdraagt aan de stijgende schuld op geaggregeerd niveau).

- De Europese Commissie stelt vast dat in enkele lidstaten, waaronder België, de vluchtelingencrisis en veiligheidsgerelateerde maatregelen in hogere uitgaven uitmonden.

Een aantal hierboven beschreven trends zijn in de tabel hierna terug te vinden².

	2016			2017		
	Stabiliteits- programma (april)	Ontwerp- begrotings- plannen (oktober)	Najaars- prognoses (november)	Stabiliteits- programma (april)	Ontwerp- begrotings- plannen (oktober)	Najaars- prognoses (november)
Reële bbp- groei (mutatie in %)	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5 ³
Inflatie (mutatie in %)	1,2	0,4	0,3	1,4	1,2	1,4
Nominaal tekort (in % van de bbp)	-1,9	-1,8	-1,8	-1,4	-1,5	-1,5
Schuld (in % van de bbp)	90,3	90,1	90,1	89,0	89,0	89,1

² Zie tabel nr. 1 op blz. 9 van de voorliggende mededeling.

³ De groei in de gehele Unie (en niet enkel in de eurozone) wordt op 1,6 % van de bbp geraamd; zie persmededeling IP/16/3611 van 9 november 2016.

**Ontwerp van het gezamenlijk verslag over de werkgelegenheid van de Commissie en de Raad bij de mededeling van de Commissie over de jaarlijkse groeianalyse 2017;
COM (2016) 729**

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/EN/COM-2016-729-F1-EN-MAIN.PDF>

Het gezamenlijk verslag over de werkgelegenheid is het begeleidend document bij de jaarlijkse groeianalyse.

Het is een belangrijke bron voor de economische governance van de EU en biedt een jaarlijks overzicht van de belangrijkste ontwikkelingen op sociaal en werkgelegenheidsgebied in Europa en van de hervormingsmaatregelen die door de lidstaten zijn genomen in overeenstemming met de richtsnoeren voor het werkgelegenheidsbeleid van de lidstaten en de prioriteiten van de jaarlijkse groeianalyse.

Hierna volgt een overzicht van de trends en uitdagingen met betrekking tot de arbeidsmarkt en op sociaal gebied in de Europese Unie.

- De werkgelegenheid en de sociale situatie zijn verbeterd tegen een achtergrond van gematigd economisch herstel.
- Hoge niveaus van ongelijkheid verminderen de output van de economie en het potentieel voor duurzame groei.
- Er moet worden doorgegaan met hervormingen die veerkrachtige en inclusieve arbeidsmarkten bevorderen, waarbij de werkgelegenheid en arbeidsmarktparticipatie worden gestimuleerd maar de flexibiliteit en veiligheid tevens gewaarborgd blijven.
- De belastingstelsels moeten het scheppen van banen beter ondersteunen en ongelijkheden aanpakken.
- De nominale lonen zijn slechts matig toegenomen bij lage inflatie, terwijl verschillende lidstaten hun loonvormingskaders in samenspraak met de sociale partners hebben hervormd.
- De rol van de sociale partners in het ontwerpen en uitvoeren van hervormingen verschilt tussen de EU-lidstaten.
- De lidstaten zijn doorgegaan met het moderniseren van hun onderwijs- en opleidingsstelsels, zodat mensen de vaardigheden kunnen ontwikkelen die nodig zijn om zich aan te passen aan de behoeften van de arbeidsmarkt.
- De jeugdwerkloosheid en het aantal jongeren die niet werken en geen onderwijs of opleiding volgen (*Not in Education, Employment or Training* -NEET) nemen steeds verder af, maar zijn in sommige lidstaten nog steeds zeer hoog.
- Het aanpakken van de langdurige werkloosheid blijft een prioriteit.
- Vrouwen zijn nog steeds ondervertegenwoordigd op de arbeidsmarkt en krijgen een veel lagere beloning.
- Er is doorgegaan met de modernisering van de socialezekerheidsstelsels om de dekking en toereikendheid van uitkeringen, de toegang tot en kwaliteit en effectiviteit van de dienstverlening te verbeteren en arbeidsmarktparticipatie actief te stimuleren.
- Na een golf van hervormingen gericht op verhoging van de pensioenleeftijd laten de recente pensioenhervormingen een gevarieerder beeld zien, met onder meer maatregelen om de toereikendheid van de pensioenen te waarborgen via minimumgaranties en indexering.
- Gezondheidsstelsels dragen bij aan het individuele en het collectieve welzijn en aan economische welvaart.

In het Europees Parlement heeft de Commissie werkgelegenheid en sociale zaken op 23 november 2016 een ontwerpresolutie aangenomen over het Europees semester voor coördinatie van het economisch beleid: sociale en werkgelegenheidsaspecten in de jaarlijkse groeianalyse 2017 (document 2016/2307(INI); rapporteur: Yana Toom).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=COMPARL&reference=PE-594.175&format=PDF&language=NL&secondRef=01>

Samenvatting van het scorebord van kernindicatoren op sociaal en werkgelegenheidsgebied (zie document, tabel 1, blz. 22):

	Werkloosheids- percentage	Jeugd- werkloosheids- percentage	NEET- percentage*	Armoede- risicopercentage	S80/S20- verhouding (inkomenson- gelijkheden)
Gemiddeld	België Bulgarije Finland Frankrijk Ierland Litouwen Zweden Slovenië Slowakije	België Finland Frankrijk Ierland Luxemburg Polen Zweden Slovenië Slowakije	België Estland Malta Polen Portugal Verenigd Koninkrijk		
Beter dan gemiddeld				Oostenrijk België Denemarken Estland Finland Frankrijk Luxemburg Malta Nederland Slovenië Zweden	Oostenrijk België Denemarken Frankrijk Hongarije Luxemburg Malta Nederland Zweden

* Jongeren die niet werken en geen onderwijs of opleiding volgen (NEET), als percentage van de bevolking in de leeftijdsgroep van 15-24 jaar.

* *

Aanbeveling voor een Aanbeveling van de Raad over het economisch beleid van de eurozone; COM (2016) 726

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-726-F1-NL-MAIN.PDF>

Voor 2017 is de Commissie van mening dat in de huidige omstandigheden een budgettaire expansie van maximaal 0,5 % van het bbp voor de eurozone als geheel wenselijk is. Dat is een voorzichtige en pragmatische doelstelling, binnen een bandbreedte van mogelijke doelstellingen van minimaal 0,3 % en maximaal 0,8 %, om een juiste balans te vinden tussen macro-economische stabilisatie en budgettaire houdbaarheid (zie considerans nr. 4 van het document).

“De Raad van de Europese Unie, op voorstel van de Europese Commissie, beveelt aan dat de lidstaten van de eurozone in de periode 2017-2018 zowel individueel als collectief binnen de Eurogroep de volgende actie ondernemen:

1. Beleid nastreven dat de groei op korte en lange termijn ondersteunt en het aanpassingsvermogen, de herbalancerings- en convergentie verbetert. Prioriteit verlenen aan hervormingen die de productiviteit vergroten, het institutioneel kader en het ondernemingsklimaat verbeteren, knelpunten voor investeringen wegnemen en het scheppen van werkgelegenheid stimuleren. Lidstaten met tekorten op de lopende rekening of een hoge buitenlandse schuld zouden de productiviteit moeten verhogen en de loonkosten per eenheid in de hand moeten houden. Lidstaten met grote overschotten op de lopende rekening zouden meer vaart moeten zetten achter de uitvoering van maatregelen die de binnenlandse vraag helpen te stimuleren, met name particuliere investeringen.

2. Zorgen voor een algemeen positieve begrotingskoers die bijdraagt tot een evenwichtige beleidsmix, ter ondersteuning van hervormingen en ter versterking van het herstel via een budgettaire expansie van tot 0,5 % in 2017.

Nationale inspanningen met het oog op de langetermijnhoudbaarheid van de begroting in het kader van het stabiliteits- en groeipact combineren met macro-economische stabilisatie op korte termijn voor de eurozone, waarbij alle binnen het stabiliteits- en groeipact bestaande speelruimte wordt gebruikt. Het differentiëren van de begrotingsinspanning per lidstaat door beter rekening te houden met hun respectieve situatie ten aanzien van de vereisten uit hoofde van het stabiliteits- en groeipact, de situatie van het eurozoneaggregaat en overloopeffecten tussen de landen van de eurozone: i) lidstaten die hun begrotingsdoelstellingen meer dan verwezenlijken, zouden die budgettaire ruimte moeten gebruiken om de binnenlandse vraag en kwaliteitsinvesteringen te ondersteunen, waaronder grensoverschrijdende investeringen als onderdeel van het investeringsplan voor Europa; ii) lidstaten die in het kader van het preventieve deel van het pact meer begrotingsaanpassingen moeten doorvoeren, zouden in grote lijnen aan de eisen van het stabiliteits- en groeipact moeten voldoen; iii) lidstaten die onder het corrigerende deel vallen, zouden hun buitensporige tekorten tijdig moeten verhelpen, onder meer door het aanleggen van begrotingsbuffers voor onvoorziene omstandigheden. De samenstelling van de overheidsfinanciën verbeteren door meer ruimte te creëren voor materiële en immateriële investeringen en zorgen voor een doeltreffende werking van de nationale begrotingskaders.

3. Hervormingen uitvoeren die werkgelegenheid, sociale rechtvaardigheid en convergentie bevorderen, geschraagd door een doelmatige sociale dialoog.

Dit zou moeten gebeuren door een combinatie van: i) solide arbeidscontracten die flexibiliteit en zekerheid verschaffen aan werknemers en werkgevers; ii) goede en efficiënte onderwijs- en opleidingsstelsels en brede strategieën voor een leven lang leren, uitgaande van de behoeften van de arbeidsmarkt; iii) een doeltreffend actief arbeidsmarktbeleid ter ondersteuning van de deelname aan de arbeidsmarkt; iv) moderne en passende socialebeschermingssystemen die de behoeftigen ondersteunen en in stimulansen voorzien om in de arbeidsmarkt te integreren. Het verminderen van de belastingdruk op arbeid, vooral voor mensen met een laag inkomen en in lidstaten waar het kostenconcurrentievermogen onder het gemiddelde van de eurozone ligt, en de belastingdruk begrotingsneutraal maken in landen zonder budgettaire speelruimte.

4. Een overeenkomst bereiken over een Europese depositogarantieregeling op basis van het Commissievoorstel van november 2015 en beginnen te werken aan het gemeenschappelijk achtervangmechanisme voor het Gemeenschappelijk Afwikkelingsfonds, zodat dit operationeel is vooraleer de overgangperiode voor het fonds afloopt. Een doeltreffende strategie voor de hele

eurozone bedenken en uitvoeren om risico's voor de levensvatbaarheid van het bankwezen aan te pakken, onder meer voor het hoge niveau van oninbare leningen, inefficiënte bedrijfsmodellen en overcapaciteit. Een ordelijke schuldafbouw bevorderen in lidstaten met grote particuliere schuldstanden.

5. Het versnellen van initiatieven om de EMU te voltooien, met volledige naleving van de interne markt van de EU en op open en transparante wijze. Het uitvoeren van de resterende maatregelen van fase 1 van het verslag van de vijf voorzitters over de voltooiing van de EMU”.

* *
*

Naar een positieve begrotingskoers voor de eurozone; mededeling COM (2016) 727

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-727-F1-NL-MAIN.PDF>

Voorliggende mededeling wordt tegelijk aangenomen met de aanbeveling over het economisch beleid van de eurozone voor 2017-2018 en beschrijft de grondgedachte achter de budgettaire aspecten ervan.

De publicatie ervan aan het begin van de jaarlijkse cyclus van het Europees semester van economische beleidscoördinatie, samen met de jaarlijkse groeianalyse 2017 en de daarmee verband houdende documenten, maakt een opportuun debat mogelijk over de economische en sociale prioriteiten op het niveau van de EU, de eurozone en op de nationale niveaus.

Budgettaire houdbaarheid blijft, met name voor bepaalde lidstaten, een prioriteit, maar de uitdagingen zijn significant afgenomen sinds het hoogtepunt van de crisis, en misschien is zij op korte termijn voor de eurozone als geheel geen belangrijke bron van risico's.

De situatie van de publieke financiën is in de periode 2008-2012 sterk verslechterd, met overheidsschulden die gemiddeld van 60 % tot meer dan 90 % van het bbp zijn gestegen in de eurozone. Veelal is de grote stijging van de schuld in het recente verleden het resultaat van de herkapitalisatie van banken en de lage groei van het nominale bbp, niet van een roekeloos begrotingsbeleid.

De overheidsschuld loopt nu licht terug van haar hoogtepunt van 92 % in 2015, maar blijft zeer hoog, **bijvoorbeeld in de zeven lidstaten die zich boven het gemiddelde voor de eurozone bevinden: Griekenland (182 % van het bbp in 2016), Italië (133 %), Portugal (130 %), Cyprus (107 %), België (107 %), Spanje (99 %) en Frankrijk (96 %).** Parallel hieraan is het geaggregeerde overheidstekort voor de eurozone gedaald van meer dan 6 % van het bbp in 2010 tot minder dan 2 % in 2016 en zal het naar verwachting verder teruglopen.

Volgens de Europese Commissie zou een positievere begrotingskoers adequaat lijken gezien de staat van het herstel, maar kan hiervan niet worden uitgegaan voor 2017-2018.

De Commissie zal in maart 2017 met verdere oriëntaties over de toekomst van de economische en monetaire unie komen als onderdeel van haar witboek over de toekomst van Europa.

* *
*

Waarschuwingmechanismeverslag 2017 (opgesteld overeenkomstig artikelen 3 en 4 van Verordening (EU) nr. 1176/2011 betreffende de preventie en de correctie van macro-economische onevenwichtigheden); COM (2016) 728

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-728-F1-NL-MAIN.PDF>

Het waarschuwingmechanismeverslag vormt het startpunt van de jaarlijkse cyclus van de procedure bij macro-economische onevenwichtigheden, waarmee beoogd wordt de onevenwichtigheden die de vlotte werking van de EU-economieën hinderen, te detecteren en aan te pakken.

Dit verslag is een eerste doorlichtingsinstrument gebaseerd op een scorebord van indicatoren.

Het Waarschuwingmechanismeverslag 2017 wordt opgesteld overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van Verordening (EU) nr. 1176/2011 betreffende de preventie en correctie van macro-economische onevenwichtigheden, die deel uitmaakt van het *six-pack*.

Het is een doorlichtingsinstrument voor het opsporen van economische onevenwichtigheden dat bij het begin van elke jaarlijkse cyclus van de coördinatie van het economisch beleid wordt gepubliceerd. Het is met name gebaseerd op een economische interpretatie van een scorebord van indicatoren met indicatieve drempelwaarden, gecompleteerd met een reeks aanvullende indicatoren.

Het waarschuwingmechanismeverslag markeert het begin van de zesde ronde van de procedure inzake macroeconomische onevenwichtigheden (PMO). In dit verslag worden overwegingen met betrekking tot de eurozone nader geformuleerd.

Met deze procedure wordt beoogd de onevenwichtigheden te detecteren die een vlotte werking van de economieën van de lidstaten in de weg staan, en tevens de aanzet tot passende beleidsreacties te geven. De implementatie van de procedure past in het Europees semester voor de coördinatie van het economisch beleid om de consistentie te verzekeren met de analyses en aanbevelingen in het kader van andere instrumenten voor de uitoefening van het economisch toezicht.

Onevenwichtigheden, risico's en aanpassing: landenspecifieke opmerkingen (zie document blz. 27).

België: tijdens de vorige PMO-ronde werden er in België *geen macro-economische onevenwichtigheden geconstateerd*. In het geactualiseerde scorebord overtreft een aantal indicatoren de indicatieve drempelwaarde, namelijk de verandering in het exportmarktaandeel en in de schuldpositie, zowel van de particuliere als van de overheidssector, alsmede de verandering in de langdurige en de jeugdwerkloosheid.

De externe houdbaarheid wordt geschaagd door de evenwichtige lopende rekening en de zeer gunstige internationale netto-investeringspositie. De cumulatieve verliezen aan exportmarktaandeel blijven groot maar zijn de laatste jaren omgeslagen, al was er in 2015 sprake van een verlies. Verwacht wordt dat deze tendens zich zal voortzetten, in combinatie met een aanzienlijke vertraging van de toename van de loonkosten per eenheid product.

De particuliere schuld blijft vrij hoog, met name bij niet-financiële vennootschappen, al worden de schuld cijfers opgedreven door de wijdverbreide kredietverlening binnen groepen. De aan de schuld van de huishoudens verbonden risico's vinden vooral hun oorsprong in de woningmarkt.

De reële huizenprijzen hebben de afgelopen jaren een vrij vlakke ontwikkeling te zien gegeven, maar er heeft geen correctie plaatsgevonden van de snelle stijging die zich vóór 2008 heeft voorgedaan. De overheidsschuld is stabiel maar bevindt zich op een hoog niveau en blijft een belangrijke uitdaging vormen voor de langetermijnhoudbaarheid van de overheidsfinanciën.

Recente gegevens laten vermoeden dat de stijging van de langdurige werkloosheid van conjuncturele aard is, terwijl de hoge en aanhoudende jeugdwerkloosheid een structureel karakter heeft. Het aantal personen dat deel uitmaakt van een huishouden met een zeer lage arbeidsintensiteit, behoort tot de hoogste van alle lidstaten, wat tekenend is voor de **toenemende polarisatie op de Belgische arbeidsmarkt**.

Al met al duidt de economische interpretatie op problemen in verband met het concurrentievermogen, de schuldenlast van de overheid, de huizenprijzen en de werking van de arbeidsmarkt, al blijven de aan deze problemen verbonden risico's beperkt. Derhalve zal de Commissie in dit stadium niet overgaan tot een verdere diepgaande analyse in de context van de PMO.

* *
*

Ontwerpbegrotingsplannen 2017: algemene beoordeling; COM (2016) 730⁴

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-730-F1-NL-MAIN.PDF>

Op 16 november 2016 heeft de Europese Commissie de door de achttien lidstaten van de eurozone ingediende ontwerpbegrotingsplannen beoordeeld. Voor zes landen (België, Italië, Cyprus, Litouwen, Slovenië, Finland) is de Commissie van mening dat ontwerpbegrotingsplannen niet voldoen aan de vereisten voor 2017 in het kader van het Stabiliteits- en groeipact. Hun begrotingsplannen zouden dan kunnen leiden tot een significante afwijking van het aanpassingstraject in de richting van de respectieve middellangetermijndoelstellingen.

Op het moment van de publicatie van haar najaarsprognoses heeft de Europese Commissie een aantal belangrijke cijfers bekendgemaakt.

De tabel hierna geeft een eerste zicht op de resultaten van België in een paar belangrijke domeinen van de economie⁵.

Najaarsprognoses van de Europese Commissie voor België	2015	2016	2017	2018
Groei van het bruto binnenlands product (in procent en in vergelijking met dezelfde periode van het voorbije jaar)	1,5	1,2	1,3	1,5
Inflatie (in procent en in vergelijking met dezelfde periode van het voorbije jaar)	0,6	1,7	1,7	1,8
Werkloosheid (in procent)	8,5	8,0	7,8	7,6
Bruto overheidsschuld (in procent van de bbp)	-2,5	-3,0	-2,3	-2,4
Begrotingsbalans (in procent van de bbp)	105,8	107,0	107,1	106,4
Balans van de lopende uitgaven (in procent van de bbp)	0,2	0,6	0,6	0,6

⁴ Zie onze synthesefiche daaromtrent op IPEX

⁵ Bron: DG Economic and Financial Affairs van de Europese Commissie
http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/countries/belgium_fr.htm

De Europese Commissie heeft de situatie van België als volgt⁶ beoordeeld:

“De Commissie is van oordeel dat voor het ontwerpbegrotingsplan van België, dat momenteel aan het preventieve deel van het Stabiliteits- en groeipact en aan de overgangsregel voor de schuld onderworpen is, het risico bestaat dat het niet aan de bepalingen van het Stabiliteits- en groeipact voldoet. De Commissie verwacht een significante afwijking van het vereiste aanpassingstraject richting middellangetermijndoelstelling in 2016, en als gevolg daarvan ook in 2016 en 2017 samen.

In overeenstemming met haar mededeling: “Naar een positieve begrotingskoers voor de eurozone” nodigt de Commissie derhalve de autoriteiten uit alle geplande maatregelen te implementeren in het kader van de nationale begrotingsprocedure en ervoor te zorgen dat de begroting 2017 aan het Stabiliteits- en groeipact voldoet.

De Commissie is ook van oordeel dat België geen vooruitgang heeft geboekt met betrekking tot het structurele deel van de budgettaire landenspecifieke aanbevelingen die de Raad in de context van het Europees semester 2016 heeft doen uitgaan en nodigt de autoriteiten derhalve uit om de vooruitgang te versnellen”.

Volgende stappen

Na de bekendmaking van deze jaarlijkse groeianalyse ziet de Commissie uit naar de standpunten van het Europees Parlement, de nationale parlementen en de stakeholders op alle niveaus, om het overleg te verrijken en prioriteiten voor actie helder te krijgen.

- De volgende macro-economisch prognoses (winterprognoses) voor de EU en de lidstaten worden in februari 2017 verwacht.
- De Commissie heeft haar voornemen aangekondigd om in maart 2017 een witboek voor te stellen over de toekomst van Europa, waarin ook de toekomst van de EMU is begrepen.
- Op basis van de voor de eurozone en voor de Unie vastgestelde prioriteiten, zullen de lidstaten **de nationale hervormingsprogramma's en stabiliteits- of convergentieprogramma's** voorleggen (april 2017); nadien zal de Europese Commissie haar landenspecifieke aanbevelingen publiceren (mei 2017).

De uitkomst van dit debat moet tot uitdrukking komen in het beleid van de lidstaten en in het bijzonder in hun economische en budgettaire programma's in het voorjaar van volgend jaar.

* *
*

Redactie: Laurent Pottier; 25.01.2017

⁶ Zie bijlage I bij de voorliggende mededeling op blz. 4.